

La pauvreté est certes l'une des causes de la servitude pour dette, et il va de soi que le développement humain durable ne laisserait pas de place à cette forme d'esclavage, mais l'actuelle absence de «développement» ne devrait pas servir à justifier l'inaction.

L'exploitation des travailleurs asservis fait l'affaire de beaucoup de gens dans le monde, surtout les bien nantis et ceux qui exercent le pouvoir. À moins d'être soumis à d'intenses pressions, les gouvernements et les personnes qui ont le pouvoir d'imposer des changements préfèrent habituellement «ne pas réveiller le chat qui dort». Les pays riches importateurs répugnent à jeter la première pierre et les pays pauvres exportateurs ne veulent rien faire qui pourrait nuire à leur compétitivité.

Selon *Anti-Slavery International*, un organisme non gouvernemental actif depuis 1839, des mesures énergiques doivent être prises à l'échelle mondiale, par l'ONU et l'Organisation internationale du travail (OIT), par les gouvernements nationaux et par les organismes communautaires, pour déceler tous les cas de servitude pour dette et faire pression en vue d'y mettre fin.

En Haïti les Restavek, des enfants esclaves domestiques



Productions Voyage

Armelle est née à la campagne dans une famille très pauvre. À l'âge de quatre ans, ses parents l'ont envoyée dans une famille de Port-au-Prince où elle est devenue ce qu'on appelle en créole une *restavek*, une esclave domestique... Elle a maintenant 13 ans, elle n'a jamais fréquenté l'école, ne reçoit aucun salaire pour les tâches domestiques qu'elle accomplit et elle subit toutes sortes de violences.

Il y a plus de 200 000 enfants haïtiens dans cette situation; les trois quart sont des filles.

Le phénomène des *restavek* remonte à la colonisation. Les inégalités sociales et la pauvreté ont amené les familles les plus démunies à offrir leurs enfants à des familles urbaines

« Lorsque'ils entendent le mot «esclavage»

la plupart des gens pensent à la traite des esclaves entre l'Afrique et les Amériques au 18^e siècle. Des législations et des traités internationaux interdisent aujourd'hui cette pratique, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pourtant, l'esclavage existe toujours; il a simplement emprunté d'autres formes. Des esclaves contemporains travaillent dans

les champs, mais d'autres fournissent un labeur manuel dans de nombreux secteurs industriels, à la ville comme à la campagne. Ces formes contemporaines d'esclavage sont en réalité aussi anciennes que l'esclavage traditionnel et les tentatives de les éliminer ont eu jusqu'à maintenant beaucoup moins de succès que les campagnes contre l'esclavage traditionnel du siècle dernier. »

Mike Dottridge, Directeur, *Anti-Slavery International* (Londres)

existe toujours

censées plus aisées. Les parents espéraient une vie meilleure pour leur enfant.

Aux yeux des familles d'accueil, les *restavek* sont des moins que rien. Ils sont battus et exclus de la vie familiale. Ils ne mangent pas la même nourriture que les autres et portent des habits déchirés.

L'injustice vécue par ces centaines de milliers d'enfants n'inquiète pas le gouvernement. Il y a pourtant des articles dans le Code du travail haïtien qui stipulent qu'aucun enfant de moins de 12 ans ne peut être confié à une famille pour être employé domestique. Un autre article dit que toute personne, avant de prendre un enfant à son service, devra obtenir un permis délivré par l'Institut du Bien-Être Social et énonce les obligations envers ces enfants (entre autres un logement décent, des vêtements convenables et une nourriture suffisante).

Des organisations haïtiennes vouées à l'éducation populaire et à la défense des droits humains, dont l'Institut culturel Karl Lévêque (ICKL) et la Société d'animation et de communication sociale (SAKS), mènent présentement des actions pour attirer l'attention sur cette situation intolérable et pour amener le gouvernement à agir.



Photo en page de gauche: enfants esclaves libérés au Pakistan.

Photo: Jacques Bertrand Développement et Paix

Conception graphique: Philippe Langlois

Cet espace est retenu et payé par:

**AQOCI
DÉVELOPPEMENT ET PAIX
INTER PARES
OXFAM-QUÉBEC
SUCO**

organismes de coopération internationale voués au développement de solidarités entre les peuples d'ici et d'ailleurs.

Cet article provient d'un rapport intitulé: *La servitude pour dette. L'esclavage sur tous les continents* publié par DÉVELOPPEMENT ET PAIX et ANTI-SLAVERY INTERNATIONAL (Londres) en juin 1999.



DÉVELOPPEMENT ET PAIX

anti-slavery